

## L'énigmatique longévité politique d'Ahmed Ouyahia



**Dans un système autocratique, soumis au fait du prince, et où l'espérance de vie politique procède d'un funambulisme aux résultats aléatoires, fût-il le plus spectaculaire, l'on note l'anormalité de l'énigmatique longévité de l'actuel Premier ministre.**

Dans les systèmes non libéraux, et, autocratiques, qui se singularisent, par rapport aux États de droit, par leur spécificité politico-institutionnelle et leurs particularismes fonctionnels, les voies systémiques de l'émergence et de la longévité politique sont, le plus souvent, impénétrables. Les critères, intangibles et stricts, d'allégeance et de subordination sont des prédispositions cardinales, à l'intégration du cercle des ambitions éligibles à la cooptation et au parrainage. De fait, la promotion et le maintien durable aux hautes responsabilités renvoient à une aptitude à des accommodements et à des sinuosités, peu compatibles, avec l'affirmation de positions principielles. Dans un contexte fédératif d'auto-effacements, dictés par l'obsession de l'erreur, fatale, l'impair est significatif de déchéance, irrémédiable, et de descente, vertigineuse, aux enfers de l'insignifiance. L'inclusion et le maintien dans les bonnes grâces du giron bienfaiteur implique de la part des heureux élus un devoir permanent de redevabilité et de gratitude, exprimées à haute et intelligible voix, à travers un soutien indéfectible et dithyrambique pour espérer, un tant soit peu, s'épargner les affres de la précarité du siège éjectable et des lendemains de solitude et d'aphonie téléphonique qui pleurent sur le statut et les privilèges perdus. Épée de Damoclès à l'origine de nombreux noctambulismes, la hantise de la traversée du désert se doit

de tolérer toutes les ambivalences, d'accepter toutes les compromissions et de s'accommoder de toutes les avanies. L'exigence d'un minimum d'éthique politique peut paraître, à juste titre, relever de l'anachronisme. Dans un système autocratique, soumis au fait du prince et où l'espérance de vie politique procède d'un funambulisme aux résultats aléatoires, fut-il le plus spectaculaire, l'on note l'anormalité de l'énigmatique longévité de l'actuel Premier ministre. L'argument de la compétence ne résiste ni à l'analyse ni à l'observation. Ce critère n'a jamais été un paramètre, déterminant, dans les enterrements, les exhumations et les propulsions décidés par le système. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à voir l'indigence intellectuelle et l'inexpérience primaire qui peuplent la quasi-totalité des institutions, dont l'APN, le Sénat, les APC, les partis politiques... Dévoyée et mise au service de l'unilatéralisme décisionnel et de la centralisation monopolistique et égocentrique de la gestion des affaires de l'État, la compétence, quand cela se trouve, a vocation de diluer dans l'auto-bâillonnement des convictions, l'anesthésie des consciences et la servilité de l'assujettissement, pour faire place aux gratifiantes méandres du mercenariat et du carriérisme. Sous toutes les latitudes et toutes les gestions, la compétence s'évalue, non pas à travers la maestria du boniment, mais à l'aune des résultats. Si l'objectivité commande l'honnêteté de noter les efforts appréciables, réalisés, ces deux dernières décennies, dans les domaines des infrastructures, des transports et de l'habitat, même si leur gestion financière prête à discussion, il serait malvenu, par contre, de verser dans la complaisance de l'euphémisme qui conduit à minimiser l'énormité du ratage.

Faute de n'avoir su tirer profit de la relative opulence financière afin d'engager les chantiers des réformes structurelles, indispensables à la création de la base matérielle du développement, l'Algérie a laissé passer une chance unique d'amorcer son décollage économique.

Il n'est pas besoin d'entrer dans l'exposé d'un bilan, peu élogieux, tant l'échec est criant.

Palliatif, ultime, à une faillite financière annoncée avec l'épuisement des moyens de paiements extérieurs, le recours au financement non conventionnel est, en soi, révélateur d'une approche très approximative de la macroéconomie, en général, et de la gestion des finances publiques, en particulier. Reflet d'une euphorie financière qui a ouvert la voie à l'imprévoyance, la monétarisation du déficit public est la conséquence, directe, de l'inexistence d'un modèle de croissance, référentiel, connu, adossé à une vision prospective intégrant les implications, à long terme, de variables endogènes et exogènes, fiables, de la prééminence d'une méthodologie d'approche macroéconomique, empirique, bureaucratique et administrative, axée sur la juxtaposition, après des arbitrages plus politiques qu'économiques, de programmes d'action sectoriels, prosaïques, sans cohérence inter-relationnelle mesurable et quantifiée.

De l'inattention réservée aux recommandations des experts aux motifs que leurs propositions, jugées théoriques et académiques, seraient déconnectés de la réalité du terrain et des urgences liées à l'action gouvernementale. Singulière conception que celle d'un Premier ministre, quand on sait que l'une des clés de la performance des économies développées et émergentes réside, précisément, dans la densité des échanges qui transitent par la passerelle reliant la sphère de la recherche et de l'analyse économiques au pôle décisionnel. Le volontarisme de l'empirisme est aux antipodes de la démarche rationnelle qui doit privilégier la recherche de la maximisation des intégrations intra et intersectorielles, la systématisation de l'approche macroéconomique, à long terme, et la planification judicieuse et prudente de l'utilisation optimale des moyens.

Deux décennies de tâtonnements ont conduit à :

- des défaillances dans le management d'opérations de partenariats, financièrement préjudiciables (Djezzy, Arcelor Mittal...);
- l'épuisement de l'épargne publique logée dans le Fonds de régulation des recettes (6 000 milliards de dinars);
- l'amenuisement, alarmant, de matelas de devises passé de 190 à 60 milliards de dollars;
- la réalisation de projets à lourd budget, sans rentabilité économique : cas de la mosquée d'Alger et du nouveau centre des conférences du Club des Pins (quelque 3 milliards de dollars);
- une négligence dans le recouvrement des ardoises fiscales (120 milliards de dollars US), bancaire (70 milliards de dollars US) et douanières (100 milliards de dollars US).
- une prodigalité dans le financement du Fonds spécial des retraites (FSR), du professionnalisme sportif, des conférences religieuses et d'institutions budgétivores (APN, Sénat, divers observatoires);
- une hypertrophie de l'informel (15 milliards de dollars US), insensible aux mesures visant à son inclusion

bancaire ;

-la dégradation de la plupart des indicateurs économiques, avec une inflation à 4,5%, un chômage à 12%, une croissance à 1,5%, une érosion du dinar, le déficit des comptes extérieurs...

C'est dans cet état de non-compétitivité et de fragilité que l'économie nationale se doit d'aller à la rencontre de l'accord d'association avec l'Union européenne, dont les économies, performantes, sont prêtes à ne faire qu'une bouchée du marché algérien.

De pertinentes recommandations avaient été formulées, en temps opportun, par nombre d'experts nationaux lesquels, à la quasi-unanimité, convergeaient sur la nécessité :

-d'une mise en œuvre, urgente, des réformes couplée à l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires par la débureaucratiation, l'adaptation des dispositifs juridiques et la lutte contre la corruption ;

-la rentabilisation des placements par la constitution d'un fonds souverain, protégé des urgences dépensières de l'État ;

-l'acquisition d'entreprises industrielles internationales en difficulté, présentant un potentiel technologique et source de transferts technologiques, de devises et de création d'emplois ;

-la massification de l'investissement productif en substitution à une croissance tirée par les hydrocarbures et la demande publique ;

-la translation vers les énergies renouvelables, via un mix énergétique, dans le cadre d'un nouveau modèle de consommation...

L'extrême complexité et l'ampleur, gigantesque d'un projet national visant à extraire l'économie nationale du cercle vicieux du sous-développement, ne sauraient être évoquées comme circonstances atténuantes.

L'histoire a déjà émis son verdict.

La responsabilité de l'échec à faire de l'Algérie un pays émergent, malgré la consommation de quelque 1 500 milliards de dollars US, incombe à ceux qui se sont succédé à l'exécutif, dont l'actuel Premier ministre.

L'ambiguïté dialectique qui consiste, aux plans de la sémantique et de la rhétorique, à se prévaloir, dans une casuistique politicienne, d'un programme présidentiel qui joue à l'Arlésienne, comme pour se ménager une échappatoire et à se délester sur les étages supérieurs, de la lourde responsabilité de la grave contreperformance économique, ne convainc que ceux disposés à l'être.

Multidimensionnelle, la crise politico-économique du système rentier, développe des conséquences sociétales dramatiques, accentuées par la coercition pratiquée par le pouvoir autocratique et son exécutif.

L'exil, forcé, d'une partie non négligeable de l'élite intellectuelle, tenue de se transplanter, ailleurs, sous des cieux respectueux de la science et du savoir, laissant maître de céans les spécialistes de la parole et du dithyrambe, est, en soi, révélateur des retombées sociétales et sociologiques, des approximations et de l'empirisme qui caractérisent la gestion des affaires de l'État.

Et, il faudrait se garder d'incriminer ces volontaires de l'aller-simple, lorsque l'intelligence et l'éducation sont bastonnées par l'ignardise agissante et la brutalité de l'aigreur, avec la bénédiction et la justification d'un Premier ministre, ravi d'avoir ordonné la répression, ainsi que par les résultats de la nouvelle méthode de gestion "démocratique" des mouvements de désapprobation. Balisé par des mesures antisociales, revendiquées au nom de la suprématie des intérêts nationaux, non sans un désintéressement quant à leur appréciation par l'opinion nationale, sa longue présence au pouvoir (4 mandats gouvernementaux) porte la marque de l'absence d'une quelconque symbiose populaire.

Son ostensible suffisance et sa surestimation de ses capacités à enfaner ses auditoires par ses prestations discursives, lui ont valu la violente terminologie qui a tonné des gradins du stade du 5-Juillet, lors d'une certaine finale de coupe d'Algérie.

La bourrasque de noms d'oiseaux qui s'est abattue sur la tribune officielle, comme un caillassage en règle, ne laisse place à aucune équivoque quant aux ressentiments d'une jeunesse qu'on ne berne plus.

Les refrains, politiques, scandés, avec ironie, et fureur, les jours de matchs, par ces potentiels "harraga" reflètent une réelle conscientisation politique, en ce qu'ils sont l'expression d'une overdose et d'un trop plein d'écœurements des bonimenteurs.

Multirécidiviste dans l'échec eu égard à la stérilité des équipes gouvernementales qu'il a eu à diriger, la

catastrophe macroéconomique dont il est ès qualités, responsable, aurait dû contribuer à son éloignement définitif. Or, tel n'est pas le cas.

Bien que ballotté par les courants et les vents, jusqu'à l'engloutissement, comme lors de son débarquement du RND, ses résurgences sont devenues quasi certaines après chacune de ses déconvenues.

Le secret de ses rappels successifs, après de brefs passages à vide par ceux-là mêmes qui l'éliminent, comme pour lui rappeler l'humiliante précarité de son sort politique, résiderait dans la prudence et la pusillanimité de son positionnement, qui le situerait à une équidistance, égale, et, surtout, conciliante proximité par rapport aux forces intra-systémiques qui s'entrechoquent dans leur permanente recherche d'équilibres consensuels.

Cette prédisposition à la caresse dans le sens du poil, à n'être l'adversaire de personne et le protégé de tout le monde et à ménager la chèvre et le chou, est, à elle seule, inopérante, dans une mer de tous les dangers, où les squales solitaires n'ont aucune chance de survie. Le parrainage, en tant que contrepartie à un retour sur investissement, est, en effet, la condition sine qua non à l'assouvissement des ambitions.

La réponse à la question de l'énigmatique longévité politique serait incomplète si elle venait à occulter la donnée fondamentale relative aux raisons stratégiques qui pousseraient les centres de décision, à le maintenir en survie politique, aussi longtemps. Sachant que sur un échiquier, chaque pion a un rôle à jouer dans la stratégie de victoire du roi il est possible d'entrevoir un début d'explication à cette inamovibilité, hors norme, dans une déclaration sibylline par laquelle il est, doctement, affirmé que "la chute du système entraînerait celle de l'Algérie" ! Accessoirement destiné aux communs des mortels, ce message s'adresse, en fait, essentiellement, aux parrains qui font et défont les itinéraires. Il sonne comme une offre de service qui réitère un engagement à souscrire, pleinement, aux prescriptions du cahier des charges politique et à donner corps et âme aux clauses contractuelles devant assurer la pérennité du système.

Séduisante à plus d'un titre, cette candidature se prévaut d'un curriculum vitae duquel ressortent :

- une élasticité reptilienne dans les revirements d'opinions qui permet d'opérer, sans souffrance dorsale, des translations spectaculaires, comme celle qui l'a vu sauter, sans élans et pieds joints, de l'éradication zéroualienne à la réconciliation bouteflikienne, et à pousser la persévérance, dans une espèce de "paix des braves", jusqu'à recevoir, avec les égards dus aux notabilités, un ancien chef de maquis terroristes, assassin d'appelés du service national.

Conciliant l'inconciliable, ce talent, avéré et affiné, dans l'art de la versatilité et, du contorsionnisme, constitue un liant, de qualité, pour agglomérer de vraies aptitudes aux reniements ;

- une souplesse idéologico-conceptuelle, qui amalgame, dans un même creuset, économie de marché et économie d'État, des restes du socialisme, un zeste de capitalisme d'État et une tranche d'ultralibéralisme dont le résultat est un tutti quanti cacophonique ;

- de réelles capacités dans l'innovation, sur commande, de néo-concepts juridiques, dès lors qu'est prononcée, avec un aplomb qui déconcerterait les constitutionnalistes les plus inventifs, la sentence péremptoire qui veut que "la légitimité du fait accompli est supérieure aux lois et à la Constitution", délivrant, d'autorité, un blanc-seing à l'anarchie et au fait du prince.

On l'aura compris à travers la multitude d'exemples réussis dans le béni-oui-ouisme salvateur, les déterminants de la promotion et de la longévité, politique, dans le système autocratique qui préside aux destinées de l'Algérie, résident, essentiellement, dans l'aptitude à l'adhésion au principe cardinal qui impose à l'ambition politique de transiter par la satisfaction des exigences et des conditions dictées par les mécanismes fonctionnels du système.

À ce socle, fondateur des carrières et des survies politiques se surajoutent, comme autant d'atouts susceptibles de départager les concurrences qui se bousculent au portillon, la compétence mise au service de l'incompétence, l'aptitude à cultiver l'impopularité pour marquer son appartenance au pouvoir, l'engagement, par les actes de la quotidienneté politique, à œuvrer à la pérennité du système et, enfin, l'indispensable flexibilité qui doit sous-tendre les ambivalences.

Dans de telles conditions, force est de constater le report de la démocratie aux calendes grecques. L'écueil insurmontable réside dans des divergences vitales et inconciliables. La solution renvoie à la résolution, préalable, d'une équation complexe.

Le problème est que le peuple, las des errements qui ont mené le pays droit dans le mur, est décidé à vivre

dans une Algérie débarrassée d'un système liberticide, qu'il rejette.

À l'inverse, le système est, quant à lui, décidé à perdurer, autant que sa biologie le lui permet, quoiqu'il en coûte dans une Algérie, à sa mesure nonobstant le fait que le peuple le rejette, et ce, avec une population reconnaissante d'être sujette.

Grave antagonisme, porteur, potentiel, d'un péril en la demeure. Enfin, sans forcer les traits, sans déformer les faits, j'ai essayé de rechercher ce qui va dans le sens de cette analyse, qui pourrait paraître sévère, de rassembler les reproches qui sont faits, non pas à M. Ouyahia, que je ne connais d'ailleurs pas, mais à l'ancien chef de gouvernement et actuel Premier ministre. Et pour conclure, il est, de notoriété publique, de savoir que l'autoritarisme est le vice des médiocres en politique comme ailleurs, et que l'excès d'assurance n'est souvent que le masque d'une incertitude profonde qui peut facilement conduire de l'horreur du désordre à l'abus de l'ordre.

**Dr M. M.**

**(\*) Membre de l'Observatoire citoyen algérien (OCA)**